

L'histoire de

Jacques Rusenko : un anniversaire gâché

Le 23 juillet 1999 : mort de Hassan II

LE DIRECTEUR DE LA GEORGE WASHINGTON ACADEMY DE CASABLANCA S'APPRÊTAIT À FÊTER SON 40ÈME ANNIVERSAIRE, UN CERTAIN 23 JUILLET...

« Je suis né le 23 juillet 1959. Ce jour-là, je fêtais donc mon 40ème anniversaire. Nous habitons au Maroc depuis 1992. Mais j'étais en vacances d'été aux Etats-Unis, à Pittsburgh, ma ville natale, avec ma femme et mes enfants. C'était le matin et nous préparions une fête. C'est alors que nous avons entendu la nouvelle du décès de Hassan II.

“ IL ÉTAIT UNE AUTORITÉ PLUS HAUTE QUE LA POLITIQUE. ET QUAND LES MAROCAINS L'ONT PERDU, C'ÉTAIT TELLEMENT BOULEVERSANT ET DIFFICILE. QUANT À MOI, J'AVAIS EU LE PRIVILÈGE DE RENCONTRER HASSAN II UN AN AVANT SA MORT. ”

Nous étions sous le choc. L'année précédente, nous avons ouvert l'école, nous avons les profs... Et nous ne savions pas ce qui allait se passer. J'ai passé ma journée au téléphone avec des gens du Maroc et des Etats-Unis. Un ami du Sénat, qui s'est d'ailleurs présenté aux dernières présidentielles américaines, Sam Brownback, et qui dirigeait alors le Comité des affaires étrangères, m'a téléphoné pour me dire qu'il prenait l'avion pour le Maroc afin d'assister aux funérailles

et pour me poser des questions sur la situation. Tous les étrangers vivant au Maroc étaient inquiets : on ne savait pas à quoi à s'attendre et nous envisagions toutes les hypothèses. C'était l'inconnu. Il me fallait veiller sur la sécurité du personnel de l'école qui se trouvait ici. Que pouvions-nous leur dire ? Nous leur avons conseillé de rester chez eux et d'éviter de sortir. Il y avait peu d'images à la télévision américaine, parce que la mort de Hassan II a coïncidé avec la disparition de John John Kennedy et que les





media étaient focalisés sur cet événement-ci. Je me tenais informé par Internet. Finalement, il n'y a pas eu grand-chose, sinon que tous les gens étaient en deuil. L'émotion du peuple, qui criait et qui pleurait, était très touchante. On s'est alors aperçu que la grande majorité des Marocains vivants ne connaissaient pas une vie sans Hassan II. Aux Etats-Unis, on ne comprend pas ce qu'est un royaume. J'expliquais à mes compatriotes qu'il était un peu le grand-père du pays : il était une autorité plus haute que la politique. Et quand les Marocains l'ont perdu, c'était tellement bouleversant et difficile. Quant à moi, j'avais eu le privilège de rencontrer Hassan II un an avant sa mort. J'ai trouvé un homme très instruit, très intelligent. On sentait qu'il était fragile : il marchait très doucement. J'étais donc désolé de sa disparition.

Très rapidement, nous les étrangers installés au Maroc, avons compris que ça n'allait pas mal tourner. Dix ans plus tard, on voit que les choses se sont passées mieux que ce qu'on attendait. Pendant cette période, deux choses m'ont frappé. D'abord, le jour où Driss Basri a quitté ses fonctions. Je ne peux pas vous dire combien de Marocains m'ont téléphoné et des gens haut placés ! Tout le monde appelait tout le monde : c'était comme une libération. Deux ans plus tard, on se retrouvait avec Driss Jettou ministre de l'Intérieur. Le jour de cette nomination, je me suis dit : 'oh la la ! On a fait beaucoup de route en l'espace de deux ans !'. Pour moi, c'était un changement radical. L'autre chose qui m'a touché concerne la Moudawana. Trois ou quatre ans avant sa mort, Hassan II avait commencé à parler de sa réforme. Dès son accession au trône, Mohammed VI l'a évoquée. Et les années passaient... Je commençais à m'inquiéter de l'absence de réforme. C'est alors qu'ont eu lieu les attentats du 16 mai 2003. Et, en l'espace de quelques mois, Sa Majesté promulguait la nouvelle Moudawana, profitant de l'affaiblissement des islamistes. Ce dont je me suis alors aperçu, c'est que les rois n'oublient pas, ils ont des objectifs ; la politique est ce qu'elle est et ils ne peuvent pas faire tout ce qu'ils veulent au moment où ils le souhaitent, mais ils y parviennent au bout du compte. C'est l'avantage des monarchies : pouvoir faire passer les réformes au moment propice parce qu'elles ont l'avantage de la durée. »